Gazzetta Ufficiale
DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1898 — **Roma — Mercoledì 20 Aprile** — **Numero 92**

DIREZIONE
in Via Larga nel Palazzo Baleani

Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi.

AMMINISTRAZIONE
in Via Larga nel Palazzo Baleani

Abbonamenti

	anno	semestre	trimestre
In Roma, presso l'Amministrazione:	L. 32	L. 17	L. 9
» a domicilio e nel Regno:	» 36	» 19	» 10
Per gli Stati dell'Unione postale:	» 80	» 41	» 22

Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziarii . . . . L. **0.25** } per ogni linea o spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » **0.30** }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla ***Amministrazione della Gazzetta***

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. ***10*** *— nel Regno cent.* ***15*** *— arretrato in Roma cent.* ***20*** *— nel Regno cent.* ***30*** *— all'Estero cent.* ***35***
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il Numero **121** *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visti gli articoli 3, 4, 9 e 11 della Convenzione di delimitazione fra la Sardegna e la Francia del 7 marzo 1861;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri e del Nostro Ministro Segretario di Stato per le Finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data alla dichiarazione firmata a Briga il 15 luglio 1897, dalla Commissione italo-francese incaricata di stabilire le modalità per la concessione della franchigia doganale in Francia ai prodotti del suolo e del bestiame dei Comuni di Tenda e di Briga, stabilita nella convenzione di delimitazione fra la Sardegna e la Francia del 7 marzo 1861.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 17 marzo 1898.

UMBERTO.

VISCONTI-VENOSTA.
BRANCA.

Visto, *Il Guardasigilli:* G. ZANARDELLI.

DICHIARAZIONE *fra l'Italia e la Francia circa la franchigia doganale pei prodotti del suolo e degli armenti dei comuni italiani di Tenda e di Briga.*

DÉCLARATION

Les membres de la Commission franco-italienne chargée de la recherche des moyens à adopter pour prévenir les abus auxquels a donné lieu l'exercice des droits de franchise douanière stipulés par la convention du 7 mars 1861 relativement aux produits du

sol et des troupeaux des communes italiennes de Tende et de Briga, sont convenus et conviennent de soumettre à leurs Gouvernements respectifs les propositions ci-après :

. — La déclaration que les français ou italiens propriétaires des bien-fonds privilégiés situés dans les territoires des communes de Tende et de Briga sont tenus de présenter pour jouir des franchises prévues par les articles 3 et 4 de la convention internationale du 7 mars 1861 devra indiquer, — indépendamment de l'étendue, de la valeur et du genre de culture de chaque parcelle, — la dénomination du quartier ou de la région où chacune d'elles est située.

Ce document, dont le modèle (n. 1) est joint à la présente, sera complété par un certificat du maire attestant l'exactitude et la véracité de la déclaration dans toutes ses parties, indiquant expressément que les propriétés qu'y sont énumérées se trouvent toutes situées sur le territoire de la commune entre la frontière et la crête des Alpes, et énonçant enfin la nationalité de leurs détenteurs, les français et les italiens ayant seuls droit au bénéfice de l'immunité.

Ces attestations des maires tiendront lieu des actes de notoriété prévus par le § 1 de l'art. 9 de la convention, et qui n'ont pas été produits à l'époque de l'annexion.

II. — Chaque mutation de propriété devra être notifiée par l'acquéreur ou l'héritier à la douane française de Fontan, par la présentation soit du titre authentique de propriété, soit d'un acte de notoriété délivré par le maire. Cet acte indiquera l'étendue, la valeur, le genre de culture de la propriété, la dénomination du quartier ou de la région où elle se trouve située, et les noms et prénoms du cessionnaire. Le nouveau propriétaire devra, en outre, pour avoir droit à l'importation en franchise des récoltes, justifier, par la même pièce, de sa qualité de français ou d'italien et remplir les autres formalités prescrites, notamment celle de la déclaration générale annuelle des récoltes.

III. — Cette déclaration générale annuelle des récoltes, dont le dépôt est prescrit par le § 2 de l'article 9 de la convention, sera établie dans la forme donnée par le modèle n. 2 ci-annexé.

IV. — La déclaration partielle (modèle n. 3 ci-joint) que chaque propriétaire est tenu de présenter à chaque importation devra, suivant les stipulations du dernier § de l'article 11 de la convention du 7 mars 1861, mentionner que les produits proviennent réellement des terres qu'il possède dans les conditions voulues pour bénéficier de l'immunité et que ces terres n'ont pas encore été vendues.

V. — En ce qui concerne l'importation en France, en exemption des droits de douane, des produits des troupeaux que les propriétaires, locataires ou fermiers font pacager sur les territoires des communes de Tenda et de Briga, il devra être produit des déclarations générales annuelles mentionnant, outre les indications stipulées par l'article 9 de la convention, la durée du séjour sur les pâturages de la région privilégiée.

Ces déclarations, dont le modèle n. 4 est ci-annexé, seront suivies d'un certificat du maire attestant que les propriétaires, locataires ou fermiers sont sujets français ou italiens et que les bestiaux doivent pacager sur des terres comprises entre la frontière et la crête des Alpes.

Un modèle (n. 5) concernant les déclarations partielles des beurres et fromages complète la série des documents à produire.

VI. — Les déclarations générales annuelles des beurres et fromages devront être déposées au bureau des douanes de Fontan entre le 15 juin et le 1er septembre de chaque année ; les délais pour l'importation des produits en France cesseront le 15 juin de l'année suivante.

VII. — Pour établir définitivement la quantité maximum des produits pastoraux que chaque propriétaire aura le droit d'importer en franchise en France, la Commission a, après épreuves, fixé d'un commun accord des rendements, quotidiens, en beurre et en fromage, par chaque tête de bétail d'espèce différente. Ces taux, pour l'établissement desquels il a été tenu compte, dans la limite du possible, de la consommation locale des produits laitiers et de la période de gestation des bestiaux, ont été définitivement arrêtés comme suit :

a) Pour chaque vache et par jour	Fromage	Kg. 0,560
	Brousse	» 0,228
	Beurre	» 0,138
Pour chaque brebis et par jour	Fromage	Kg. 0,018
	Brousse	» 0,006
c) Pou chaque chèvre et par jour	Fromage	Kg. 0,036
	Brousse	» 0,017

Les taux ainsi établis ne pourront être modifiés qu'à la suite d'une expertise contradictoire faite, après accord entre les deux Gouvernements, par un fonctionnaire de la douane française et par un fonctionnaire de même grade de la douane italienne, constatant que les dits taux sont notoirement inférieurs ou supérieurs à la réalité.

VIII. — Il est entendu que les déclarations soit annuelles, soit partielles, devront être signées par les ayants droits eux-mêmes. Au cas où ces derniers ne sauraient signer, ils auront à apposer leur marque ordinaire en présence de deux témoins. Ces signatures ne seront acceptées par la douane française que si leur authenticité en est affirmée par l'autorité municipale du lieu d'extraction des marchandises. On devra inscrire en toutes lettres les quantités des produits et les ratures et surcharges seront, s'il y a lieu, approuvées par le déclarant et par le syndic.

IX. — Etant donné l'impossibilité pour la douane française de se faire représenter des documents probants (comme la douane italienne en a la facilité au Mont-Cenis), pour contrôler exactement le nombre des bestiaux de chaque catégorie pacageant sur les territoires privilégiés, la Commission propose qu'un agent des douanes françaises, accompagné d'un agent du même grade de la douane italienne, puisse se rendre sur les lieux, après entente entre les directeurs compétents des douanes des deux pays, pour contrôler sur place les déclarations qu'on soupçonnerait exagérées.

Toutefois, cette mesure serait privative au dénombrement du bétail; pour ce qui concerne les récoltes on continuerait, le cas échéant, à recourir à la Commission d'agricolteurs, prévue par les §§ 3 et 4 de l'article 9 de la convention du 7 mars 1861, les évaluations de l'espèce réclamant des connaissances spéciales qu'on ne rencontrait que rarement chez des fonctionnaires en général peu familiarisés avec les questions agricoles.

En terminant, la commission exprime le vœu qu'il plaise au Gouvernement italien d'intervenir officiellement auprès des syndics de Tenda et de Briga pour recommander d'une manière toute particulière à ces magistrats de se renseigner exactement avant de viser les déclarations annuelles et de s'entourer de toutes les précautions et garanties possibles, afin de ne pas laisser surprendre leur religion par des exportateurs de mauvaise foi.

Briga, le 15 juillet 1897.

L'intendant de finance à Coni
FRANCESCO BRUNO.

Le directeur des douanes a Nice
AMÉ.

Le Commissaire des douanes à Milan
ARISTIDE CORSI.

L'inspecteur des douanes à Nice
LANGIER.

Le receveur des douanes à Piaggio di Valmara
ARCADIO ARDISSON.

Le receveur des douanes à Fontan
BESSON.

Modèle n. I

—

Commune de . . . . . .

Application de la convention franco-sarde du 7 mars 1861

Déclaration générale des parcelles de terrain appartenant au sieur . . . . sujet . . . . .
et Acte de notoriété du maire destiné à tenir lieu des titres de propriété

Je soussigné . . . . propriétaire à . . . . . déclare posséder sur le territoire de cette commune les terrains indiqués ci-après qui sont tous situés entre la frontière et la crête des Alpes.

Situation des propriétés (dénomination de quartiers et terroirs).	Superficie totale de chaque parcelle			Valeur de chaque parcelle	Genre des cultures et plantations afférentes à chaque parcelle																				
					terres labourables et champs			jardins			prés			châtaigniers			vignes			vergers			forêts		
	Hect.	Ares	Cent.		Hect.	Ares	Cent.	Hect.	Ares	Cent.	Hect.	Ares	Cent.	Hect.	Ares	Cent.	Hect.	Ares	Cent.	Hect.	Ares	Cent.	Hect.	Ares	Cent.
Totaux . . .																									

(Tenda *ou* Briga), le . . . . . 189 . . .

Le déclarant
(Signature).

ACTE DE NOTORIÉTÉ.

Le maire de. . . . . . soussigné atteste que le sieur. . . . . dont la signature authentique faite en ma présence est apposée ci-dessus, est sujet. . . . . .; qu'il est de notoriété publique et à ma connaissance particulière que les parcelles de terrain indiquées au tableau d'autre part, toutes situées sur le territoire de cette commune entre la frontière et la crête des Alpes, lui appartiennent, et que les produits qui y seront récoltés se trouvent, par suite, dans les conditions voulues pour être importés en franchise en France en vertu de la convention du 7 mars 1861.

En foi de quoi, j'ai délivré la présente attestation.

(Tenda *ou* Briga), le . . . . . . 189...

Le Maire
(Signature)

(*Timbre de la Mairie*)

Nota. — Le présent titre devant être soumis en France à formalité du timbre de dimension, il est de l'intérêt des particuliers d'établir leur déclaration sur papier du petit format ordinaire mesurant centimètres 24 de haut sur 16 cantimètres de large.

N. . .
de la déclaration
—

Modèle n. 2.
—

Commune de . . . . . .

Application de la convention franco-sarde du 7 mars 1861

Déclaration générale annuelle des récoltes

Je soussigné propriétaire à . . . . déclare devoir retirer dans l'année des parcelles de terrain que je possède sur le territoire de cette commune et pour lesquelles j'ai produit les justifications nécessaires de propriété et de nationalité, les produits et denrées ci-après, que je compte importer en franchise en France, en totalité ou en partie, savoir :

Nature des produits	Quantités en toutes lettres	Rappel en chiffres des quantités	Nature des produits	Quantités en toutes lettres	Rappel en chiffres des quantités

(Tenda *ou* Briga), le . . . . . . 189....

Le déclarant
(Signature)

Vu par le maire de . . . . soussigné, qui certifie l'authenticité de la signature du sieur . . . . sujet . . . . apposée ci-contre et faite en ma présence.

(Tenda *ou* Briga), le . . . . . . 189....

Le Maire
(Signature)

(*Timbre de la Mairie*)

Nota. — La présente pièce devant être revêtue en France d'un timbre de dimension, il est de l'intérêt des propriétaires d'établir leur déclaration sur papier du petit format ordinaire mesurant centimètres 24 de haut sur centimètres 16 de larg.

N. . .
de la déclaration
générale annuelle
—

Modèle n. 3.
—

Commune de . . . . . .

Application de la convention franco-sarde du 7 mars 1861

Déclaration partielle des produits des récoltes

Le soussigné . . . . . . propriétaire à . . . . déclare introduire (lui même) en France (ou) par l'intermédiaire du sieur . . . . les quantités de produits indi-

quées ci-après, qui proviennent des terres qu'il possède sur le territoire de cette commune, terres qui se trouvent dans les conditions stipulées par l'art. 4 de la convention du 7 mars 1861 et que le dit sieur . . . . affirme ne pas avoir encore vendues.
Savoir :

Nature des produits	Quantités en toutes lettres	Rappel en chiffres des quantités

(Tenda *ou* Briga), le . . . . . . 189...

Le déclarant
(Signature)

Vu par le maire de . . . . soussigné, qui certifie l'authenticité de la signature du sieur . . . . apposée ci-contre et en ma présence.

(Tenda *ou* Briga), le . . . . . . 189....

Le Maire
(Signature)

(*Timbre de la Mairie*)

N. . .
de la déclaration

Modèle n. 4.

Commune de . . . . . .

Application de la convention franco-sarde du 7 mars 1861

Déclaration générale annuelle pour les produits pastoraux

Je soussigné . . . . déclare être détenteur et faire paître sur le territoire de la commune de . . . . . entre la frontière et la crête des Alpes, les bestiaux indiqués ci-après:

Espèce des bestiaux	Nombre de têtes en toutes lettres	Rappel en chiffres du nombre de têtes
Vaches		
Brebis		
Chèvres		

Ces animaux doivent pacager sur les territoires visés par l'at. 4 de la convention du 7 mars 1861 pendant les délais suivants :

Nombre d'animaux en toutes lettres	Rappel en chiffres	Espèce des bestiaux	Durée du pacage en toutes lettres exprimée en jours	Rappel en chiffres de la durée du pacage
		Vaches . .		
		Brebis . .		
		Chèvres . .		

Je déclare, en outre, devoir retirer de ces animaux, pendant la saison courante, les quantités maximum de produits ci-après calculés d'après les taux établis et que je me propose d'importer en franchise en France, en totalité ou en partie. Savoir :

Nature des produits	Quantités en toutes lettres	Rappel en chiffres des quantités
Fromage de vache		
Brousse de vache		
Beurre de vache		
Fromage de brebis et de chèvres.		
Brousse de brebis et de chèvres.		
Laines en masses		

(Tenda, *ou* Briga), le . . . . . 189...

Le déclarant
(Signature)

Vu par la maire de . . . . soussigné, qui certifie l'authenticité de la signature du sier . . . . . sujet . . . . . apposée ci-dessus et en sa présence et qui atteste, en outre, que le déclarant est bien (propriétaire ou fermier) du nombre de bestiaux repris à la présente déclaration. Ces animaux pacagent réellement sur la partie du territoire de cette commune comprise entre la frontière et la crête des Alpes.

En foi de quoi j'ai délivré le présent certificat.

(Tenda *ou* Briga), le . . . . . 189...

Le Maire
(Signature)

(*Timbre de la Mairie*)

Nota. — Le présent titre devant être revêtu à sa présentation en France du timbre de dimension, il est de l'intérêt des particuliers d'établir leus déclaration sur papier du petit format ordinaire mesurant 24 centimètres de haut sur 16 centimètres de large.

N. . .
de la déclaration
générale annuelle

Modèle n. 5.

Commune de . . . . . .

Application de la convention franco-sarde du 7 mars 1861

Déclaration partielle des produits pastoraux

Le soussigné . . . . (fermier ou propriétaire) de bestiaux déclare introduire (lui même) en France, ou par l'entremise du sieur . . . . . les quantités des produits indiquées ci-après, qui proviennent des troupeaux qu'il fait pacager sur la partie du territoire de cette commune comprise entre la frontière et la crête des Alpes; savoir :

Nature des produits	Quantités en toutes lettres	Rappel en chiffres des quantités
Fromage de vaches		
Brousse de vaches		
Beurre de vaches		
Fromage de brebis et de chèvres.		
Brousse de brebis et de chèvres.		
Laines en masses		

(Tenda *ou* Briga), le . . . . . 189...

Le déclarant
(Signature)

Vu par le Maire . . . . soussigné, qui certifie l'authenticité de la signature du sieur . . . . apposée ci-contre et en ma présence.

(Tenda *ou* Briga), le . . . . . 189..

Le Maire
(Signature)

(*Timbre de la Mairie*)

Approvato dai due Governi interessati, il 18 gennaio 1898, con scambio di note fra la regia Ambasciata in Parigi ed il Ministro degli affari esteri della Repubblica.

La Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene i seguenti Regi decreti, sotto il numero a caduno preposto ed emanati:

Sulla proposta del Ministro dell'Interno e di Agricoltura, Industria e Commercio:

N. **XCIII.** (Dato a Roma il 6 marzo 1898), che trasforma il Pio Istituto di Prestiti e Risparmi di Savoia di Lucania (Potenza) in Cassa di prestanze agrarie, concentra la Cassa stessa nella Congregazione di carità del detto Comune e ne approva lo Statuto organico.

Sulla proposta del Ministro dell'Interno:

N. **XCIV.** (Dato a Roma il 27 marzo 1898), con cui l'Opera pia Brambilla in Cusano del Seveso viene eretta in Ente morale e ne viene approvato lo Statuto organico.

Relazione *di S. E. il Ministro dell'Interno* **a S. M. il Re,** *in udienza del 10 aprile 1898, sul decreto che proroga i poteri del R. Commissario straordinario di Terra del Sole e Castrocaro (Firenze).*

SIRE!

Col 24 aprile corrente scadrà il termine di tre mesi per la ricostituzione del Consiglio Comunale di Terra del Sole e Castrocaro, in provincia di Firenze.

Ma per la risoluzione di alcuni affari di non lieve importanza, fra i quali la compilazione dei ruoli delle tasse, non ancora potuta ultimare per il ritardo con cui venne approvato il bilancio preventivo, si richiede una proroga di tre mesi a' poteri del Regio Commissario.

All'uopo mi onoro di sottoporre all'Augusta firma della M. V. l'unito schema di decreto.

UMBERTO I
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Veduto il Nostro decreto del 16 gennaio u. s., con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Terra del Sole e Castrocaro, in provincia di Firenze;

Veduta la legge comunale e provinciale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine entro il quale dovrebbesi ricostituire il Consiglio comunale di Terra del Sole e Castrocaro è prorogato di tre mesi.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 10 aprile 1898.

UMBERTO.

RUDINÌ.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

ELENCO nominativo degl' italiani deceduti in Marsiglia durante il 1° trimestre 1898

1. Amalberti Francesco, nato a Sanremo, d'anni 66, morto il 18 gennaio.
2. Avagliano Santola, nato a Cava de'Tirreni, d'anni 68, morto il 20 gennaio.
3. Abriato Vincenzo, nato a Torino, d'anni 66, morto il 19 marzo.
4. Anselmi Caterina, nata a Porto Maurizio, d'anni 51, morta il 26 marzo.
5. Borelli Gabriele, nato a Benevento, d'anni 59, morto il 3 gennaio.
6. Bocchetti Maria, nata a Castelletto S. Bicino, d'anni 73, morta il 22 gennaio
7. Ballestra Caterina, nata a Montalto, d'anni 84, morta il 19 gennaio.
8. Bara Giovanni, nato a Paesana, d'anni 39, morto il 21 id.
9. Bosio Giorgio, nato ad Alba, d'anni 30, morto il 25 id.
10. Bosio Lorenzo, nato a Genova, d'anni 47, morto il 9 marzo.
11. Burroni Angelo, nato a Livorno, d'anni 74, morto il 10 id.
12. Boselli Ludovico, nato a Cadeo, d'anni 42, morto il 10 id.
13. Berlocco Rosalia, nata a Rocchetta, d'anni 47, morta il 10 marzo.
14. Bleynar Edoardo, nato a Inverso Porte, d'anni 30, morto il 17 marzo.
15. Bonnet Maria, nata a Champlas du Col, d'anni 56, morta il 23 marzo
16. Belmondo Gio. Batta, nato a Demonte, d'anni 44, morto il 24 marzo.
17. Bruno Benedetta, nata a Sanremo, d' anni 76, morta il 26 marzo.
18. Castro Antonio, nato a Gaeta, d'anni 82, morto il 28 febbraio.
19. Chiapello Giacomo, nato a Valgrana, d'anni 44, morto il 18 gennaio.
20. Corte Eugenio, nato a Genova, d'anni 48, morto il 23 id.
21. Cavaccini Luigi, nato a Mugnano del Cardinale, d'anni 57, morto il 10 febbraio.
22. Cirillo Giovanni, nato a Livorno, d'anni 57, morto l'11 id.
23. Curcio Teresa, nata a Parma, d'anni 63, morta il 22 id.
24. Costa Matteo, nato a Santa Margherita Ligure, d'anni 82, morto il 22 febbraio
27. Caffo Marianna, nata a Venaus, d'anni 84, morta il 4 id.
26. Cervera Orsola, nata ad Ischia, d'anni 85, morta il 22 id.
27. Campion Maria, nata a San Marcel, d'anni 22, morta il 27 id.
28. Cossalo Giuseppe, nato a Cocorino, d'anni 72, morto il 29 id.
29. Di Biase Maria, nata a Gaeta, d'anni 34, morta il 4 gennaio.
30. De Grossi Giuseppe, nato a Dronero, d'anni 69, morto il 7 id.
31. Di Nola Francesco, nato ad Itri, d'anni 60, morto il 18 marzo.
32. Delfino Teresa, nata a Bernezzo, d'anni 56, morta il 27 id.
33. De Capua Filomena, nata a Castellammare di Stabia, d'anni 52, morta il 29 marzo
34. De Andreis Maria, nata a Montalto Ligure, d'anni 56, morta il 29 marzo.
35. De Valier Michele, nato a Rocca Pietore, d'anni 27, morto il 30 marzo.
36. Dalena Filippo, nato a Gaeta, d'anni 85, morto il 31 id.

37. Erismo Maria, nata a ?, d'anni 66, morta il 7 febbraio.
38. Esposito Anna, nata a Napoli. d'anni 45, morta il 27 marzo.
39. Emanuel Teresa, nata a Lauriano, d'anni 55, morta il 30 id.
40. Fenocchio Angela, nata ad Oneglia, d'anni 62, morta il 1° febbraio.
41. Fiori Maria, nata a Sangiorio, d'anni 40, morta il 3 id.
42. Franco Maria, nata a Sant'Arsenio, d'anni 48, morta il 3 id.
43. Francesco Orsola, nata a Paesana, d'anni 75, morta l'8 id.
44. Fontana Lucia, nata a Torino, d'anni 22, morta l'11 id.
45. Ferrato Pietro, nato a Sanfront, d'anni 68, morto il 18 marzo.
46. Fusco Giuseppe, nato ad Itri, d'anni 78, morto il 20 id.
47. Gibello Giuseppe, nato a Laurano, d'anni 19, morto il 4 gennaio.
48. Gargiulo Rosa, nata a Meta, d'anni 74, morta il 10 id.
49. Gastaldi Giovanni, nato a ?, d'anni 27, morto il 12 febbraio.
50. Grand Giovanni, nato a ?, d'anni 40, morto il 14 id.
51. Ghio Gaetano, nato a Chiavari, d'anni 84, morto il 14 marzo.
52. Jouvenal Maria Matilde, nata a Ronce, d'anni 16, morta il 16 febbraio.
53. Lassegli Rosa, nata a Savona, d'anni 67, morta l'11 id.
54. Liberto Salvatore, nato a Napoli, d'anni 60, morto il 21 id.
55. Lanteri Matteo, nato a Realdo, d'anni 77, morto il 7 marzo.
56. Meli Luigi, nato a Palermo, d'anni 86, morto il 31 gennaio.
57. Mariani Giuseppa, nata a San Casciano, d'anni 67, morta il 2 febbraio.
58. Massabò Maria, nata a Livorno, d'anni 64, morta il 3 id.
59. Malfatto Teresa, nata ad Acqui, d'anni 32, morta il 5 id.
60. Muro Giuseppe, nato a Villamiroglio, d'anni 26, morto il 18 id.
61. Morasso Maria, nata a ?, d'anni 82, morta il 21 id.
62. Molinari Margherita, nata ad Airole, d'anni 71, morta il 2 marzo.
63. Mascolo Giuseppe, nato ad Itri, d'anni 25, morto il 19 id.
64. Oddero Caterina, nata a Rifreddo, d'anni 46, morta il 5 febbraio.
65. Olivero Giulia, nata a Pinerolo, d'anni 66, morta il 5 id.
66. Occelli Giovanni, nato a Sanfront, d'anni 28, morto il 12 marzo.
67. Poggiolo Carlotta, nata a Perosa Canavese, d'anni 20, morta il 14 gennaio.
68. Poncet Rosa, nata a ?, d'anni 59, morta il 22 id.
69. Pellegrino Maria, nata a Boves, d'anni 45, morta il 30 id.
70. Ponzo Pietro, nato a Roccabruna, d'anni 61, morto il 10 febbraio.
71. Porporato Teresa, nata a Piossasco, d'anni 21, morta il 12 febbraio.
72. Pisanello Giovanni, nato a Diano Marina, d'anni 81, morto il 22 febbraio.
73. Peano Anna, nata a Venasca, d'anni 37, morta il 4 marzo.
74. Pepe Francesco, nato a Canicattì, d'anni 81, morto il 16 id.
75. Raffetti Maria, nata a Camerana, d'anni 44, morta il 9 gennaio.
76. Ruffinengo Maria, nata a Pocapaglia, d'anni 40, morta il 13 id.
77. Romanengo Rosa, nata a ?, d'anni 64, morta il 19 id.
78. Rubaudo Vincenzo, nato a Porto Maurizio, d'anni 57, morto il 22 febbraio.
79. Rosa Angelo, nato ad Asti, d'anni 70, morto il 1° marzo.
80. Rolando Maria, nata a Bussana, d'anni 74, morta il 2 id.
81. Rostan Giovanni, nato a Pomaretto, d'anni 66, morto l'11 id.
82. Ricciardi Lorenzo, nato a Salerno, d'anni 50, morto il 30 id.
83. Stivani Giuseppe, nato a Francarolo, d'anni 50, morto il 2 gennaio.
84. Sira Pasquale, nato a Chieri, d'anni 41, morto il 6 id.
85. Sasia Simone, nato a Sampeyre, d'anni 69, morto il 21 id.
86. Semeria Caterina, nata a Coldirodi, d'anni 84, morta il 5 febbraio.
87. Taggiasco Gio. Batta, nato a Bajardo, d'anni 84, morto il 20 gennaio.
88. Tomozzi Leonardo, nato a Tribbiano, d'anni 56, morto il 9 marzo.
89. Uttero Civita, nato a Gaeta, d'anni 71, morto l'8 gennaio.
90. Vercella Michele, nato a Procida, d'anni 53, morto il 30 id.
91. Vecco Anna, nata a Giaveno, d'anni 51, morta l'11 febbraio.
92. Venturino Pietro, nato a Pinerolo, d'anni 65, morto il 29 marzo.

Il R. CONSOLE GENERALE.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale del Debito Pubblico

Rettifica d'intestazione (1ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 0[0, cioè: N. 973091 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale per L. 285 al nome di Ricchino Edoardo di Antonio, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliato in Genova e

N. 1073381 . . . . L. 15

al nome come sopra, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Ricchino Giovanni Battista-Giuseppe-Edoardo, minore, sotto la patria podestà del padre, domiciliato in Genova, vero proprietario delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 18 aprile 1898.

Per il Direttore Generale
ZULIANI.

Rettifica d'intestazione (2ª *Pubblicazione*)

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 0[0, cioè:

N. 1,111,757 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale per L. 315 al nome di Belli Giuseppa di Giovanni, nubile, domiciliata in Napoli, e

N. 1,112,241 d'iscrizione sui registri della suddetta Direzione Generale per L. 1000 al nome di Belli Giuseppina di Giovanni, nubile, domiciliata in Napoli, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Belli Maria Giuseppa di Giovanni, ecc., vera proprietaria delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 6 aprile 1898.

Per il Direttore Generale
MANCIOLI.

Rettifica d'intestazione (2ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0 cioè: N. 1002136 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale per L. 55, al nome di Goiorani Lilly di Icilio, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliata in Roma, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Goiorani Laura di Eusebio Giuseppe Icilio, minore ecc. c. s., vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese

dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 6 aprile 1898.

Per il Direttore Generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *Pubblicazione).*

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 0|0 cioè: N. 450239 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al N. 54939 della soppressa Direzione di Torino) per L. 255, N. 471978 sui registri della Direzione Generale corrispondente al N. 76678 della Direzione di Torino per L. 5 al nome di Canavesio Michele, Antonio, Paolo, Maddalena, Carolina, Angela, Adelaide e Luigia fratelli e sorelle fu Giovanni domiciliati in Torino, minori sotto la tutela legale della loro madre Delfina Raynero, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Canavesio Michele, Antonio Paolo Adelaide-Marta-Maria-Maddalena, Adelaide-Carolina-Maria, Angela, Adelaide *e* Adelaide-Maria-Luigia, fratelli e sorelle fu Giovanni minori come sopra, veri proprietari delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 6 aprile 1898.

Per il Direttore Generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *Pubblicazione).*

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0|0 cioè: N. 743901 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale per L. 530 annue, al nome di Lindholm Cornelia, Guglielmina Maria, Maria Luisa Enrichetta, Arturo Hjalmar Vittorio, Ada Beatrice Laura ed Elin Adriana Olga fu Carlo Ottone, minori sotto la patria potestà della madre Laura Isabella Lagomarsino, domiciliati in Genova, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Lindholm *Maria* Guglielmina Cornelia, Enrica Maria Luisa, Artuto Vittorio Hjalmar, Ada Beatrice Laura ed Elin Adriana Olga fu Carlo Ottone, minori ecc. come sopra, veri proprietari della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 6 aprile 1898.

Per il Direttore Generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *Pubblicazione).*

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 0|0 cioè: 1° N. 905983 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale per L. 185, al nome di Pesaro Giorgio e *Lina* fu Cesare, minori sotto l'amministrazione della madre Consolo Adriana di Sabato vedova Pesaro domiciliata a Ferrara.

2° 975775 di L. 805 al nome di Pesaro Giorgio e Adele fu Cesare minori ecc.... etc...c. s., furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Pesaro Giorgio e *Adele* o *Lina* fu Cesare, minori.... ecc., veri proprietarii delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 6 aprile 1898.

Per il Direttore Generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *Pubblicazione).*

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0|0, cioè: N. 726863 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale per L. 150 al nome di Allemandi Romano, *Margarita,* Catterina e *Costanza* del vivente Romano, minori, sotto la patria potestà del padre, domiciliati a Saluzzo (Cuneo), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi ad Allemandi Romano, *Maria-Lucia-Margherita,* Catterina, e *Maria-Maddalena-Costanza,* del vivente Romano, minori, sotto la patria potestà del padre, domiciliati a Saluzzo (Cuneo), veri proprietari della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 26 marzo 1898.

Per il Direttore Generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *Pubblicazione).*

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 0|0, cioè
N. 1029922 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale per L. 80;
N. 1060550 ... L. 225;
N. 1090298 ... L. 215;
a favore di Viglino *Natalina* fu Carlo, minore, sotto la patria potestà della madre Troja Teresa fu Andrea, domiciliata in Alba, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Viglino *Carolina-Angela* fu Carlo, minore, come sopra, vera proprietaria delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 30 marzo 1898.

Per il Direttore Generale
MANCIOLI

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (2ª *Pubblicazione).*

Dal sig. Alceste Calogiuri fu Vito nella qualità di Presidente della Congregazione di Carità di Lizzanello, è stato denunziato lo smarrimento della bolletta mod. 241 n. 23 e n. 876 di protocollo e n. 8782 di posizione rilasciatagli dall'Intendenza di Finanza di Lecce per ricevuta di 6 certificati 5 0|0 della complessiva rendita di L. 545, intestati alle Opere Pie del Rosario e del Sacramento di Lizzanello e del Sacramento di Merine, e dei quali si chiede la conversione nel Cons. 4,50 0|0.

Ai termini dell'art. 334 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla prima pubblicazione del presente avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, saranno liberamente consegnati all'incaricato Ingrosso Raffaele Tesoriere della Congregazione suddetta i titoli di rendita provenienti dal la richiesta operazione senz'obbligo di restituzione della B letta.

Roma, il 6 aprile 1898.

Per il Direttore Genera
MANCIOLI.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

DIVISIONE INDUSTRIA E COMMERCIO

Media dei corsi del Consolidato a contanti nelle varie Borse del Regno, calcolata in conformità del R. Decreto 30 dicembre 1897 N. 541.

19 aprile 1898

		Con godimento in corso	Senza cedola
		Lire	Lire
Consolidato.	5 % *lordo*	98.53 1/4	96.51 1/4
	4 1/2 % *netto*	108.24 1/4	107.11 3/4
	4 % *netto*	93.40	96.40
	3 % *lordo*	61.75	60.55

PARTE NON UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DEL REGNO

RESOCONTO SOMMARIO - Martedì 19 aprile 1898

Presidenza del Vice Presidente CREMONA.

La seduta è aperta (ore 15,30).

COLONNA-AVELLA, segretario, legge il processo verbale dell'ultima seduta.

ZANOLINI. Ieri propose che le condoglianze del Senato per la morte del senatore Montanari venissero inviate, oltre che alla famiglia del defunto, anche al Comune di Meldola. Prega rettificare in tale senso il processo verbale.

PRESIDENTE. Il processo verbale sarà corretto in conformità.

Non sorgendo altre obbiezioni, il processo verbale s'intende approvato.

Congedi.

Si accordano congedi ai senatori Boncompagni-Ottoboni, Porro, Di Blasio, Chigi-Zondadari e Buonamici.

Votazione a scrutinio segreto.

PRESIDENTE. Ordina l'appello nominale per la votazione a scrutinio segreto per la nomina:

di due commissari nella Commissione per la verifica dei titoli dei nuovi senatori;

di un commissario alla Cassa dei depositi e prestiti.

TAVERNA, segretario, fa l'appello nominale.

Si lasciano aperte le urne.

Discussione del disegno di legge: « Provvedimenti per il Credito comunale e provinciale » (N. 132).

COLONNA-AVELLA, segretario, dà lettura del progetto di legge.

PRESIDENTE. Dichiara aperta la discussione generale.

MEZZANOTTE. Nessuno può mettere in dubbio che le condizioni dei comuni e dei contribuenti siano gravi. Si può discutere intorno alle cause di questa dolorosa condizione di cose, ma tutti sono concordi nel riconoscerne i risultati.

L'estremo limite imponibile è stato dovunque raggiunto, tutte le imposte hanno toccato un tasso elevatissimo; un gran numero di comuni chiudono il loro bilancio in disavanzo.

Quali i rimedi?

Quando si è in presenza di un disavanzo, l'unico mezzo per ristabilire l'equilibrio consiste nell'aumentare le entrate e nel diminuire le spese.

Esamina fino a qual punto questo sistema si può applicare ai bilanci comunali, per concludere che, se il progetto di legge ha per iscopo di alleviare le condizioni finanziarie dei comuni e dei contribuenti, merita il voto del Senato.

Considera il progetto in relazione ai comuni, allo Stato ed ai creditori.

Dice che la gran maggioranza dei comuni si trova in condizioni tali, per l'ammortamento degli interessi dei prestiti, che occorre un tempo maggiore di quello stabilito dal progetto in discussione, per tale ammortamento.

Lo Stato in questo progetto non fa che compiere una sua funzione naturale, quale è quella di rendere possibile un fatto che senza il suo intervento non sarebbe attuabile. Sembra all'oratore che col progetto lo Stato finanziariamente guadagni, anzichè perdere.

Si chiede se le condizioni dei creditori migliorano o peggiorano con questo progetto di legge. Egli crede che nel loro complesso migliorino, poichè la modicità dell'interesse è per sè stessa guarentigia di solidità del debitore. Il nuovo titolo che si crea risponde a questa corrente di fiducia che si andrà stabilendo?

Conclude che le proposte contenute in questo progetto di legge rispondono ai bisogni della presente situazione, e servono a rimediare a molti degli inconvenienti che ora si lamentano. Per questi motivi gli darà voto favorevole. (Benissimo).

VITELLESCHI. Sottopone al Governo ed al Senato alcune considerazioni su questo progetto di legge che, secondo l'oratore, pecca di eccesso di rapporto fra i mezzi ed il fine.

Lamenta che si facciano troppe leggi generali fiscali per evitare inconvenienti minimi e stanno nella proporzione dell'1 al 100.

I comuni in gran parte sono dissestati per opera del Parlamento e del Governo che hanno fatto loro continuamente eccitamenti ad incontrare spese e a provvedere con mezzi inadeguati alle spese stesse; da ciò l'aumento dei debiti dei comuni in proporzioni veramente allarmanti.

Avrebbe preferito ad una legge generale delle leggi speciali che provvedessero ai casi singoli, come si è fatto già per la Sardegna e per la Sicilia.

Questa legge ha tre grossi inconvenienti;

1° Di gettare sul mercato un titolo colla potenzialità di circa mezzo miliardo, ciò che non è senza inconvenienti. Brevemente li addita.

In ogni occasione si mette innanzi questa Cassa dei depositi e prestiti, la quale non fa che il cassiere del Governo;

2° Quei comuni che ebbero la prudenza di fare dei corti ammortamenti, fanno dei risparmi per liberarsi più presto che possono dai loro debiti. Ora invece con questa legge si otterrà che i comuni si ingolfino in nuove spese, visto che possono fruire di un più lungo periodo di tempo per far fronte agl'impegni assunti.

La conclusione adunque è questa di eccitare molti comuni a maggiori spese, per trovare il modo di diminuire il disagio di altri pochi.

3° Questa legge permette ai comuni di impegnare fino a quattro quinti della sovrimposta: ciò vuol dire che la grandissima parte dei comuni non avrà più i quattro quinti della imposta fondiaria; e noi per legge condanniamo due generazioni a vivere con quattro quinti di attivo di meno, di fronte ad un aumento di passivo.

LUZZATTI, ministro del Tesoro. È l'opposto.

VITELLESCHI. Non crede sia l'opposto; e basta leggere l'art. 4 della legge per persuadersi che egli è nel vero.

Questa legge dunque non è accettabile, perchè non fa che au-

mentare la lunga congerie di leggi fiscali che, fatte coll'intento di giovare al bilancio economico della nazione, poi in effetto lo danneggiano.

Fortunatamente l'Italia è ancora abbastanza vitale e può rialzare le sue condizioni economiche; ma, in presenza della responsabilità grave di gettare una nuova qualità e quantità di carte valori sul mercato, e di privare i comuni gran parte della loro rendita, non si sente il coraggio di votare con sicura coscienza il progetto.

Non propone emendamenti; e sarà lieto se, proposti da altri, essi sieno tali da farlo cambiare di opinione. Allo stato attuale del progetto è dolente di dover affermare che voterà contro il disegno in discussione.

RICOTTI. Pur avendo avuto occasione di occuparsi di queste leggi, le quali tendono a migliorare le condizioni dei Comuni, riconoscendo la sua scarsa autorità in materia, ha esitato a prendere la parola.

Ma vi si è deciso dopo aver letto le parole della relazione dell'Ufficio centrale sugli splendidi risultati conseguiti con provvedimenti analoghi a quelli contenuti in questo progetto di legge, applicati alle maggiori isole, Sicilia e Sardegna, ed al Comune di Roma.

Ora fermamente egli crede che questi risultati sieno molto inferiori a quelli vantati dalla relazione, e ciò dimostra coi dati forniti da una relazione presentata al Parlamento nello scorso settembre.

Dunque il progetto di legge non si presenta punto con quell'aureola di successo di cui ha parlato il relatore senatore Taiani.

Dimostra che il sollievo avuto dai Comuni non è stato tanto nella diminuzione dell'interesse, quanto nel prolungamento della durata del mutuo.

Riconosce utilissima la riduzione dell'interesse, che merita di avere incondizionata approvazione.

Ma la cosa è differente quando si tratta di alleggerire i pesi presenti per aggravare quelli futuri.

Certo la questione non può essere risolta con un criterio assoluto; questa soluzione è subordinata alle speciali condizioni dei Comuni, ed ai mezzi di cui possono disporre per prolungare l'ammortamento senza inconvenienti.

Nel complesso i Comuni veggono cresciuto il loro debito.

Vorrebbe per lo meno che il periodo di cinquant'anni venisse accordato solamente a quei Comuni, che si trovano in condizioni quasi disperate.

Vorrebbe che in questa parte il progetto di legge venisse modificato, nel senso di impedire ai Comuni un troppo largo uso delle facoltà loro consentite o, quanto meno, che questo concetto venisse espresso in un ordine del giorno, accettato anche dal Ministero con formali dichiarazioni.

Osserva poi che il progetto facilita il prolungamento dell'ammortamento e mette invece molti freni ai Comuni che non possono, senza determinate condizioni, provvedere alla trasformazione dei loro debiti; ciò sembra all'oratore molto grave e vorrebbeche il progetto venisse in proposito modificato.

Esamina partitamente le restrizioni ed i freni che si impongono ai Comuni e ne trae la conseguenza che non sia per ciò possibile raggiungere i vantaggi che il progetto si prefigge.

Vorrebbe poi modificato l'art. 2 nel senso che si togliesse l'eccezione relativa alla Cassa depositi e prestiti; che all'art. 7 si ponesse una limitazione del periodo dell'ammortamento, e che all'art. 22 venisse aumentata la quota di ammortamento annuale; attende di conoscere le risposte del ministro prima di concretare, ove occorra, le sue proposte.

RUSPOLI. Rettifica alcuni apprezzamenti del senatore Ricotti il quale alludendo ai vantaggi riportati dai Comuni ai quali la legge è già stata applicata, diceva che i 4 milioni di sgravio sono dovuti quasi esclusivamente o per lo meno in gran parte al prolungamento dell'ammortamento.

Afferma che lo sgravio è avvenuto indipendentemente dall'ammortamento; dice che il semplice interesse al 4.50 per cento è sufficiente a dimostrare l'utilità che dal progetto saranno per ritrarre i Comuni.

Ricorda che il Comune di Roma aveva un debito con l'interesse al 5 per cento colla Banca d'Italia e ciò oltre l'importo della ricchezza mobile a proprio conto; con questa legge paga invece un interesse solo del 4 per cento; e Roma guadagna così un punto sull'interesse; il che non è certamente da disprezzarsi.

Dippiù il progetto è di gran giovamento ai Comuni perchè concede l'ammortamento che non può oltrepassare il periodo di 50 anni.

Non crede quindi che gli appunti che si fanno al progetto siano tali da non farlo approvare.

Quanto alle osservazioni fatte nella relazione dalla minoranza dell'Ufficio centrale, dimostra che esse, a suo avviso, non hanno ragione di essere, perchè il disposto dell'articolo 2 che si vorrebbe riformato è già stato incluso in altre leggi, certo più importanti di questa e che come questa avevano carattere di utilità pubblica.

Conchiude dicendo che darà voto favorevole al disegno di legge, perchè apporterà un sollievo sensibilissimo alle condizioni finanziarie di molti comuni, i quali se si trovano in condizioni difficili lo debbono alla mancata vigilanza di coloro ai quali tale vigilanza incomberà ed agli eccitamenti del Governo che li ha obbligati a spese superiori alle loro forze.

Chiusura di votazione.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la votazione ed estrae i nomi degli scrutatori.

I signori senatori segretari suggellano le urne e le consegnano agli scrutatori.

Ripresa della discussione.

TAIANI, relatore. Si limita a rispondere all'onor. Ricotti, quasi per fatto personale.

Prega l'onorevole Ricotti di rileggere la relazione ministeriale che precede il progetto di legge; da essa vedrà come le cifre citate e da nessuno revocate in dubbio, giustifichino l'aureola del successo di cui l'oratore ha circondato il progetto nella sua relazione.

Il ribasso dell'interesse e il prolungamento dell'ammortamento sono disposizioni sufficienti a giustificare la bontà del disegno di legge in discussione.

Del resto, l'Ufficio centrale, si rimette a quanto sarà per dichiarare l'onor. ministro intorno al tecnicismo ed alle parti fondamentali del progetto.

LUZZATTI, ministro del Tesoro. L'animo suo si è rasserenato in presenza della discussione calma e veramente tecnica che ebbe luogo ora in Senato, trattandosi di un progetto di legge che ebbe ben altri attacchi.

Il senatore Ricotti ha esaminato la questione da un punto di vista che pare nuovo, che assume l'aspetto della novità, ed egli è allettato a seguirlo.

Si chiede a quali scopi tendevano i precedenti progetti di legge presentati su questa materia, alleviamento del debito o prolungamento dell'ammortamento.

Risponde al senatore Vitelleschi che non si tratta di debiti nuovi, ma di debiti vecchi ed il progetto di legge ha per iscopo di alleggerire quei pesi alle future generazioni, per le quali così vivamente si interessa il senatore Vitelleschi.

Il senatore Ricotti opina però che non si deve incoraggiare i Comuni ad aumentare i loro debiti ed in ciò è perfettamente concorde.

Conviene tener conto delle condizioni dei comuni e fare un uso saggio delle facilitazioni di questa legge.

Dichiara di aver consigliato ad alcuni Comuni sardi che erano vicini all'estinzione dei loro debiti, di non usare della facoltà ac-

cordata dell'ammortamento in cinquant'anni, ma di usare solamente di quella parte che si riferisce alla diminuzione dell'interesse ed ha la soddisfazione di poter dire che questo suo consiglio è stato ascoltato.

Qualunque mozione, qualunque ordine del giorno che incarnasse questo concetto, che tendesse a frenare la tendenza dei Comuni a prolungare i periodi dell'ammortamento, quando non ce ne fosse stretto bisogno, sarebbe dal Governo favorevolmente accolto.

L'oratore insiste nel dimostrare che non si tratta di una pura e semplice liquidazione del passato, ma di una operazione destinata a migliorare le condizioni finanziarie dei Comuni.

Fa notare che gli aggravi che passano al futuro sono sempre una diminuzione del debito e non gravano quindi gli ammortamenti; ed i Comuni, per le disposizioni di un articolo del progetto, avranno diminuito il peso contratto col debito loro. È poi disposto, per assecondare le osservazioni del senatore Ricotti, di prendere qualunque impegno che gli venisse suggerito dal Senato o con ordini del giorno, o con disposizioni del regolamento.

La ragione del limite imposto ai Comuni per la trasformazione dei debiti sta in ciò, che si sono temute, e con ragione, soverchie emissioni di cartelle da parte dei Comuni.

Ricorda che, quando studiò la questione della conversione dei debiti con l'onor. Codronchi, trovò che più Comuni si trovavano in condizioni veramente lagrimevoli e si persuase, come fosse un dovere dell'Italia nuova, sottrarre cotesti Comuni da vergogne e da usure, che facevano onta al nostro paese. (Benissimo).

Ed è a cotesti comuni che il progetto di legge è più specialmente diretto.

Non leggerà alcune pagine relative a certi debiti dei comuni.

Quando il senatore Ruspoli accennava alla mancata tutela per parte delle autorità di certi comuni, egli si chiedeva che cosa facevano i prefetti in quei comuni, allorchè essi s'ingolfavano in debiti rovinosi. (Bene).

Sarebbe questo il caso di dire che, appunto sotto il miraggio di questa tutela, si è lasciata a quei comuni la libertà di correre incontro alla loro rovina. (Benissimo).

L'oratore prende in esame la situazione dei bilanci comunali e l'entità dei debiti dei comuni distinguendoli in diverse categorie.

Crede che nel complesso si opererà intorno ad una somma di 300 milionli senza poter assicurare se questa cifra sarà raggiunta. Non sono pochi i comuni i quali si convinceranno pur troppo di non essere in grado di fornire le garanzie necessarie per poter fruire dei benefizi accordati da questo progetto di legge.

Cita le disposizioni di un articolo, che costituisce un freno efficacissimo.

Ecco il motivo per cui non può accettare il dono offertogli dal senatore Ricotti, quello cioè di aumentare la somma di 30 milioni stabilita in questo disegno di legge, per quanto un ministro del Tesoro davanti ad offerte di questa natura dovrebbe fare sempre buon viso. (Si ride).

Egli vuole che l'operazione presenti tutti i caratteri della solidità.

Questa è una legge di liquidazione che riguarda i comuni che senza il sussidio della Cassa di depositi e prestiti non si ritrarrebbero fuori dalla calamità che li travaglia, e possono farlo soltanto sotto certi freni salutari.

Ecco perchè non può accettare la proposta del senatore Ricotti, il quale voleva allargare i mezzi di credito portandoli da 30 milioni a una cifra maggiore per rendere più efficace la legge.

E non può accettarla perchè secondo lui il mezzo domandato col progetto è sufficiente per raggiungere il fine che la legge si prefigge.

Dichiara al senatore Taiani ed al Senato che non può accettare l'emendamento dal relatore accennato nella relazione, perchè muove da una fallace interpretazione del progetto. Spiega come funzioni la sezione di credito comunale e provinciale della Cassa depositi e prestiti e di qual natura siano i rapporti giuridici che intercedono fra la Cassa ed i creditori, i quali vengono integralmente pagati dei loro crediti.

Si riserva peraltro di ritornare sulla questione domani, quando si discuterà l'emendamento proposto dalla minoranza dell'Ufficio centrale.

Dovrebbe ora rispondere agli obbietti generali posti innanzi dal senatore Vitelleschi e che hanno il loro valore.

Apprezza gl'intenti e le ammonizioni che contengono sempre i discorsi del senatore Vitelleschi; ma, come già disse, ora si tratta di riparare al male avvenuto, di pagare i debiti fatti.

Assicura il senatore Vitelleschi che i posteri dei quali egli tanto si preoccupa, ci saranno veramente grati.

Non c'è oggi altro rimedio di quello che ci sta dinanzi. I posteri diranno, la generazione che ci ha dato la patria, ci ha dato anche una legge per mezzo della quale i comuni hanno potuto risollevarsi da una posizione penosa. (Bene).

È una legge che tende a riparare agli errori passati e ad aprire un'altra via per l'avvenire.

Quanto allo Stato, dice al senatore Vitelleschi, che una cartella emessa solo col sussidio della imposta fondiaria di comuni, di provincie e di Consorzi, che non abbiano completamente esaurita la sovrimposta, cui si aggiunge poi il fondo di riserva della Cassa che si accumula, è una di quelle cartelle cui si può fare una obbiezione diversa da quella mossale dal senatore Vitelleschi, e cioè essa può far concorrenza ad altri valori, perchè è completamente garantita dalle disposizioni del progetto in discussione.

Dimostra poi che le condizioni escogitate per la creazione di questo nuovo titolo porteranno a questo risultato che si sarà fatta un'operazione finanziaria soltanto con forze italiane, e creato un titolo che sarà accettato da tutti coloro che risparmiano e che sanno di aver affidato i loro risparmi alla terra dei loro padri; perchè è appunto questa la maggior garanzia che il nuovo titolo presenta. (Bene).

Enumera altri vantaggi che si ritrarranno dalla emissione delle cartelle di credito comunale e provinciale, le quali pur essendo un titolo nuovo, non pesano in nessuna guisa sul credito pubblico e giovano ai comuni pei quali sono create.

Conclude dicendo che si compie con questa legge oltre che un atto sociale di prim'ordine, anche un atto eminentemente finanziario, e lo si compie parafrasando il detto di un celebre rivoluzionario, ed invece di audacia, audacia, audacia, diciamo: prudenza, prudenza, prudenza! (Vive approvazioni. Molti senatori si congratulano con l'oratore).

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la discussione generale.

Risultato di votazione.

PRESIDENTE. Proclama il risultato della votazione a scrutinio segreto:

A commissari della Commissione per la verifica dei titoli dei nuovi senatori risultano eletti i senatori Mezzacapo e Doria Giacomo;

A commissario alla Cassa depositi e prestiti risulta eletto il senatore Boccardo.

Levasi (ore 18,25).

CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO — Martedì 19 aprile 1898

Presidenza del Presidente BIANCHERI.

La seduta comincia alle ore 14,20.

MINISCALCHI, segretario, dà lettura del processo verbale della seduta di ieri, che è approvato.

Comunicazioni della Presidenza.

PRESIDENTE comunica una nota del guardasigilli, colla quale si trasmette una richiesta del Procuratore del Re presso il tribunale di Livorno per l'autorizzazione a procedere contro Amilcare Cipriani, per offese, per mezzo della stampa, alla Camera dei deputati.

Lettura di proposte di legge.

MINISCALCHI, segretario, dà lettura di una proposta di legge del deputato Manna per modificazioni alla legge sugli infortuni nel lavoro.

Interrogazioni.

ARCOLEO, sotto segretario di Stato per l'interno, risponde ad una interrogazione rivolta al ministro dell'interno dal deputato Lazzaro « sul modo come oggi si trova composta la Giunta provinciale amministrativa di Napoli ».

Dichiara che nella Giunta amministrativa di Napoli funzionano ancora tre membri entrati in surrogazione di altri, poi quali sarebbe spirato il termine di legge.

Si tratta di vedere se il quadriennio decorra, nei commissari surrogati, dal giorno in cui entrarono in ufficio i primi commissari, come opina il prefetto di Napoli, ovvero dal giorno in cui ai primi, decaduti per incompatibilità, subentrarono gli altri chiamati a surrogarli. Il Governo attende che la questione gli sia sottoposta con formale ricorso, ed allora provvederà ai termini di legge. Nota intanto che, secondo l' unanime responso della giurisprudenza, le deliberazioni della Giunta sono ad ogni modo perfettamente legali.

Crede con ciò di aver risposto anche ad una identica interrogazione del deputato Magliani.

LAZZARO ringrazia l'onorevole sottosegretario di Stato, notando come egli abbia implicitamente riconosciuto la posizione irregolare di questi membri della Giunta.

Accenna alla opportunità di chiarire, con apposita interpretazione autentica, il disposto della legge.

MAGLIANI prende atto della risposta e delle riserve di cui l'onorevole sottosegretario di Stato ha creduto di doverla circondare.

DI SAN DONATO, come presidente del Consiglio provinciale di Napoli, parlando per fatto personale, giustifica l'operato di quel Consiglio.

ARCOLEO, sottosegretario di Stato per l'interno, risponde ad una interrogazione del deputato Vienna che desidera « sapere quali gravi ragioni abbiano consigliato lo scioglimento del municipio di Bauco, a poca distanza dalla parziale rinnovazione dei Consigli comunali, e mentre sul posto trovavasi il commissario prefettizio ».

Dichiara che il provvedimento in questione fu determinato dalla dichiarazione del commissario prefettizio che non era possibile provvedere al riordinamento di quel Comune in via puramente amministrativa, ma che vi erano fatti, ch'era necessario deferire all'autorità giudiziaria.

VIENNA accenna ad una protesta pervenuta da moltissimi elettori di quel Comune; ed esprime il dubbio che lo scioglimento del Consiglio comunale sia stato deliberato per le insistenze di persone interessate.

Nota che da molto tempo questo Comune si trova sotto una inchiesta permanente.

Spera che il Commissario Regio sarà subito richiamato, per non sottoporre il Comune ad una spesa assolutamente intollerabile alle stremate sue finanze.

ARCOLEO, sottosegretario di Stato per l'interno, dichiara che il Ministero si indusse a sciogliere quell'Amministrazione, soltanto quando si convinse che diversamente non era possibile ricondurre quel Comune nella legalità.

Procurerà che siano sollecitate quanto più è possibile le elezioni amministrative.

FANI, sottosegretario di Stato per la grazia e giustizia, risponde ad una interrogazione del deputato Colombo-Quattrofrati che desidera « sapere quale provvedimento intenda prendere per porre in condizione di poter funzionare la Corte d'appello di Modena che da 20 giorni non può tenere udienze civili a cagione della malattia grave del presidente e di due consiglieri ».

Il Ministero si è preoccupato subito e seriamente dell'inconveniente, ed ha provveduto per quanto era possibile ad attenuarlo.

COLOMBO-QUATTROFRATI ringrazia l'onorevole sottosegretario di Stato della sua cortese risposta. Nota però che l'inconveniente, nonostante i provvedimenti del Ministero, perdura.

Raccomanda che sia una buona volta provveduto a togliere il grave sconcio che si verifica a Modena ed in altre Corti.

Comunicazione della Presidente.

PRESIDENTE annunzia che il signor Camillo Ventura eletto deputato nel Collegio di Pietrasanta chiede di giurare. (Commenti).

CAMBRAY-DIGNY osserva che la Giunta delle elezioni ebbe già ad annullare la elezione del signor Camillo Ventura perchè non cittatino italiano. Propone quindi la sospensiva; cioè che l'onorevole Ventura non sia ammesso a giurare finchè la Giunta non abbia riferito. (Commenti prolungati — Vivi commenti — Rumori — Interruzioni.

VENTURA accenna di parlare.

PRESIDENTE. (*Con forza*) Non posso dargliene facoltà, non avendo Ella ancora giurato. (Vive approvazioni).

SONNINO-SIDNEY nota che egli non è favorevole al signor Camillo Ventura, ma il diritto degli elettori di Pietrasanta va rispettuto.

Si tratta di questione di libertà, superiore ad ogni sentimento personale. (Approvazioni).

Il signor Camillo Ventura è stato proclamato deputato, perciò ha diritto di giurare.

Voterà contro la convalidazione, quando questa sarà presentata alla Camera; ma intanto non si può impedire di giurare al proclamato deputato di Pietrasanta. (Vive approvazioni — Commenti).

GATTORNO vuole che sia rispettato il verdetto popolare; si associa quindi alle osservazioni e alla proposta dell'onorevole Sonnino (Approvazioni).

CAMBRAY-DIGNY non può ammettere le argomentazioni dell'onorevole Sonnino. La Camera ha già deliberato una volta. Insiste nella sua proposta (Commenti).

RICCIO fa osservare all'onorevole Cambray-Digny le gravi conseguenze alle quali si andrebbe incontro qualora fosse ammessa la sua proposta. Così facendo la Camera si sostituirebbe alla Giunta delle elezioni, e sarebbe gravissimo e dannoso precedente.

La Camera tumultuariamente non può sopprimere il verdetto degli elettori e il diritto di un deputato. Circa la elezione del sig. Camillo Ventura, la Giunta delle elezioni farà le sue proposte, e soltanto allora la Camera potrà deliberare.

LAZZARO. La Camera deve essere ossequiente al suo regolamento. E perciò non può ora giudicare se nella elezione del signor Camillo Ventura vi siano ragioni di annullamento. Egli è stato eletto deputato e perciò ha diritto di giurare. Propone perciò la pregiudiziale.

SONNINO SIDNEY insiste sulle sue considerazioni. Invoca dalla Camera il rispetto non solo al regolamento, ma alla libertà. Sospesa oggi una elezione per qualsiasi ragione, non si sa dove si andrebbe a finire. (Benissimo).

SOCCI anche a nome di alcuni suoi amici deve fare una dichiarazione. Non è vero che altra volta l'elezione di Ventura sia stata annullata soltanto perchè triestino. Si sono avute elezioni di triestini e trentini, e non vi sono state difficoltà, per ciò solo, alla convalidazione. (Bene).

CAMBRAY-DIGNY insiste nella sua proposta sospensiva.

(La Camera a grandissima maggioranza respinge la proposta Cambray-Digny).

Giuramento.

VENTURA giura.

Presentazione di un disegno di legge.

DI RUDINÌ, presidente del Consiglio, presenta un disegno di legge per l'abolizione dei privilegi e vincoli nell'esercizio delle farmacie.

Seguito della discussione del disegno di legge sulla Cassa nazionale di previdenza per la vecchiaia e l'invalidità degli operai.

MINISCALCHI dà lettura dell'art. 7 relativo all'assegnazione delle entrate nette annuali della Cassa.

(E' approvato).

Dà quindi lettura dell'articolo 8 che indica chi non può essere ammesso al riparto delle somme disponibili di cui nell'articolo precedente.

(È approvato).

Dà poi lettura dell'articolo 9 concordato fra Ministero e Commissione, che stabilisce la formazione dei conti individuali degli inscritti.

FERRERO DI CAMBIANO consente nella nuova formola dell'articolo 9, nel quale è stato incluso un suo emendamento.

CERESETO propone che alle parole *gli eredi* si sostituisca: *la famiglia.*

CARCANO, relatore, e COCCO-ORTU, ministro di agricoltura e commercio, accettano il concetto dell'onorevole Cereseto purchè si dica: *alle persone indicate nell'articolo 12, in caso di morte, ecc.*

(L'articolo 9 è approvato).

MINISCALCHI, segretario, dà lettura dell'articolo 10 che concerne la liquidazione dei conti individuali.

FERRERO DI CAMBIANO propone la seguente aggiunta all'articolo 10:

« In via transitoria e per un termine di due anni dal giorno dell'attuazione della legge, saranno accolte iscrizioni condizionate alla chiusura ed alla liquidazione del conto dopo periodi di contribuzione di 20, 15 e 10 anni soltanto, conchè dagli iscritti si paghino in una volta tanto cogli interessi composti i contributi arretrati degli anni mancanti al periodo normale di 25 anni. »

CARCANO, relatore, nonchè a nome dell'onorevole ministro di agricoltura e commercio dichiara di accettare l'aggiunta proposta dall'onorevole Ferrero di Cambiano.

(Si approvano l'articolo 10, con l'aggiunta dell'onorevole Ferrero di Cambiano, e l'art. 11).

CERESETO, parlando sull'articolo 12, che concerne la distribuzione dei contributi agli eredi, nel caso di morte dell'operaio inscritto, non consente che la distribuzione stessa segua secondo le disposizioni del Codice civile e vorrebbe che si stabilissero norme più favorevoli alla vedova ed ai figli minorenni.

COCCO-ORTU, ministro d'agricoltura e commercio, riconosce la gravità della osservazione dell'onorevole Cereseto e perciò chiede che si sospenda questo articolo per trovare una formula che soddisfi meglio agl'intendimenti della legge.

FERRERO DI CAMBIANO, della Commissione, e CESERETO chiedono la soppressione dell'art. 13.

CARCANO, relatore, e COCCO-ORTU, ministro di agricoltura e commercio, consentono.

(L'articolo 13 è sospeso).

CESESETO chiede, sull'articolo 14, che cosa avverrà nel caso che l'operaio sospenda il versamento delle sue quote.

CARCANO, relatore, risponde che si provvederà col regolamento e con lo statuto.

(Approvansi gli articoli dal 14 al 16).

FERRERO DI CAMBIANO, della Commissione, parlando sull'art, 17, che concerne il versamento alla Cassa dei fondi raccolti dalle Società di mutuo soccorso, raccomanda al ministro di modificare le leggi relative alle Società stesse, in modo che possano più liberamente svolgersi.

CARCANO, relatore, si associa a questa raccomandazione.

COCCO-ORTU, ministro di agricoltura e commercio, accetta la raccomandazione.

(Approvansi gli articoli dal 17 al 21).

FERRERO DI CAMBIANO, della Commissione, chiede che al servizio delle inscrizioni e delle riscossioni possano essere autorizzati gl'Istituti di emissione e le Casse di risparmio.

CARCANO, relatore, non gli pare per ciò necessaria la espressa inclusione nell'articolo degl'Istituti di previdenza e delle Casse di risparmio.

FERRERO DI CAMBIANO, della Commissione ritiene invece che essi siano esclusi dalla formula dell'articolo che attribuisce quel servizio agli Uffici ed alle Casse postali.

COCCO-ORTU, ministro d'agricoltura e commercio, consente nel concetto dell'onorevole Ferrero di Cambiano e nella modificazione da lui proposta.

(Approvansi l'art. 22, con questa modificazione, e l'art. 23).

NOFRI al primo capoverso dell'art. 24, insieme ai deputati Turati, Bissolati, Costa Andrea, Mazza, Socci, Fazi, Pala, Bosdari e Valeri, propone che si chiamino a comporre l'amministrazione della Cassa « rappresentanti elettivi degli operai inscritti, in modo da costituire la metà dei componenti il Consiglio d'amministrazione ».

Nè si tiene pago dell'emendamento proposto dalla Commissione e dal Ministero in seguito alla sua proposta; perchè con esso non si determina il numero dei rappresentanti degli operai nè si rende omaggio al principio della elettività.

COCCO-ORTU, ministro di agricoltura e commercio, propone che, in fine del primo capoverso si aggiunga « e successivamente rappresentanti degli operai inscritti nella Cassa ».

Quanto alla proposta dell'onorevole Nofri egli non può accoglierla perchè è praticamente inattuabile.

CARCANO, relatore, consente nella modificazione proposta dal ministro al primo comma dell'articolo.

Circa la rappresentanza degli inscritti dichiara che la Commissione non ha creduto di risolvere la questione, benchè in massima si accosti alle idee manifestate dall'onorevole Nofri.

NOFRI nota che il relatore non ha tenuto nel debito conto il numero dei rappresentanti da eleggere. Non comprende poi le difficoltà pratiche insormontabili che si vogliono addurre per la elezione quale egli la propone. Onde egli mantiene il suo emendamento.

PANTANO, della Commissione, è favorevole alla rappresentanza degli operai, ma deve riconoscere le difficoltà pratiche di attuare il sistema dell'elettività. Fa poi notare che nel regolamento si potrà risolvere la questione in modo soddisfacente per gli operai.

Propone che in fine del primo capoverso si aggiunga « in modo da costituire un quarto dei componenti il Consiglio d'amministrazione ».

CARCANO, relatore, accetta l'emendamento proposto dall'onorevole Pantano.

NOFRI, prendendo atto delle dichiarazioni del ministro, che nel regolamento si terrà conto delle sue proposte, ritira il suo emendamento.

(Si approva l'articolo 24 colle aggiunte proposte dal ministro e dall'onorevole Pantano).

CARMINE sull'art. 25 richiama l'attenzione del Governo sulla difficoltà di accertare sollecitamente la morte degli inscritti, segnalata nella relazione dell'Associazione degli Attuari. Prende occasione da ciò per raccomandare questa Associazione al Governo.

CARCANO, relatore, osserva come la Commissione si sia occupata della questione accennata dall'onorevole Carmine, ma abbia dovuto arrestarsi davanti alla difficoltà di formulare precise disposizioni.

COCCO-ORTU, ministro di agricoltura e commercio, riconosce l'importanza dell'Associazione degli Attuarii, che il Governo deve tenere in grandissimo conto.

Prega l'onorevole Nofri di non insistere nel suo emendamento relativo al Consiglio del lavoro, per non pregiudicare una questione che presto verrà alla Camera.

PANTANO osserva come presto la Camera dovrà occuparsi di una proposta relativa all'istituzione del Consiglio del lavoro, onde prega l'onorevole Nofri a non insistere nel suo emendamento.

NOFRI ritira il suo emendamento.

(Sono approvati gli articoli 25 e 26).

COCCO-ORTU, ministro di agricoltura e commercio, nell'intendimento di allargare i beneficii della legge al maggior numero possibile di cittadini ha creduto conveniente di proporre il seguente articolo aggiuntivo:

« La Cassa nazionale potrà essere autorizzata con decreto Reale ad esercitare alcuni rami di assicurazione. Gli utili disponibili derivanti dalla speciale gestione di quelle assicurazioni saranno destinati in aumento delle entrate annuali della Cassa di cui all'articolo 4. »

(Si approvano gli articoli 26 *bis* 27 e 28 ed ultimo).

COCCO-ORTU, ministro di agricoltura e commercio, propone che al 2° comma dell'articolo 12, rimasto sospeso, si sostituisca la seguente dizione:

« La distribuzione fra le persone anzidette si farà assegnando una quota di tre quinti ai figli minorenni e alle figlie nubili, e due quinti al coniuge.

« Se l'operaio assicurato non lascia discendenti ma ascendenti la quota del coniuge è di tre quinti.

« In mancanza di alcuno dei chiamati, le quote vanno tutte a beneficio del superstite tra essi.

CERESETO ringrazia il ministro della nuova formula proposta.

CARCANO, relatore, accetta la formula proposta dal ministro e ne raccomanda l'approvazione.

(Si approva l'articolo 12 così modificato).

Giuramento.

LANZAVECCHIA giura.

Interrogazioni.

MINISCALCHI, segretario, ne dà lettura:

« Il sottoscritto chiede di interrogare il ministro dell'interno sui metodi usati dalla autorità politica nelle ultime elezioni del collegio di Pietrasanta, e sui metodi impiegati per renderlo ineleggibile.

« Camillo Ventura ».

« Il sottoscritto interroga l'onorevole ministro della guerra circa la grave epidemia scoppiata nelle truppe del 51° e 52° reggimento fanteria di stanza a Viterbo.

« Tripepi ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici perchè d'accordo con i suoi colleghi, riconoscendo agli uscieri delle Amministrazioni centrali i diritti, onde usufruiscono gli altri impiegati governativi, voglia invitare le Società ferroviarie ad accordar loro l'uso del libretto in surrogazione delle richieste, con le quali godono ugualmente il ribasso del 50 per cento.

« Santini ».

« I sottoscritti interrogano il ministro dell'agricoltura e commercio sulle misure legislative che intende adottare acchè la legge sui Collegi dei probiviri, non venga frustrata nella sua applicazione per volontà degli industriali, mediante la loro mancata partecipazione alla elezione dei Collegi stessi, come è avvenuto di già in diversi casi, specie in quello di Torino del 17 corrente mese di aprile.

« Nofri, Bissolati ».

« Il sottoscritto desidera d'interrogare l'onorevole ministro dei lavori pubblici sui suoi intendimenti relativamente alla costruzione della banchina di Pizzo.

« Squitti ».

« Il sottoscritto chiede interrogare l'onorevole ministro delle finanze sui provvedimenti presi per accertare il vero stato delle cose a proposito dei recenti acquisti di tabacchi fatti direttamente in America e sugli impegni che l'Amministrazione delle privative possa avere eventualmente assunti per altri approvvigionamenti da farsi con lo stesso sistema.

« Donadio ».

La seduta termina alle 17,30.

NOTIZIE PARLAMENTARI

Gli Uffici, nell'adunanza di stamane, dopo aver ammesso alla lettura una proposta di legge d'iniziativa del deputato Manna, per modificazioni agli articoli 9, 22 e 23 della legge sugli infortuni degli operai sul lavoro del 17 marzo 1898, n. 80, hanno preso in esame i seguenti disegni di legge:

Modificazioni alla legge sull'ordinamento delle Casse di risparmio del 15 luglio 1888, n. 5546 (270): eletti commissari gli onorevoli Bertetti, Baccelli Alfredo, Maurigi, Lovito, Greppi, Galimberti, Costa Alessandro, Cambray-Digny e Luporini;

Istituzione delle Camere di agricoltura (272) d'iniziativa del Senato: eletti Commissari gli onorevoli Rogna, Schiratti, Pasqui, Rizzetti, Vagliasindi, Arnaboldi, Scalini, Conti e Di Broglio.

Autorizzazione di spesa per lo studio di un progetto tecnico di un acquedotto per le Puglie (275): eletti commissari gli onorevoli Salandra, Maury, Riccio Vincenzo, Materi, Giusso, Vischi, Farinet, Brunetti Gaetano e De Nicolò;

Autorizzazione del seppellimento nel tempio di San Domenico in Palermo degli avanzi mortali di Vincenzo Errante e Francesco Paolo Perez (276): eletti commissari gli onorevoli Orlando, Fulci Nicolò, Di San Giuliano, Mezzanotte, Torraca, Pozzi Domenico, De Renzis, Lojodice e Majorana Angelo.

L'Ufficio VIII ha poi nominato a propri commissari:

l'onorevole Majorana Giuseppe per il disegno di legge « *Cessione definitiva di alcune aree marittime al municipio di Palermo* (260): la Commissione resta così composta degli onorevoli Orlando, Fulci Niccolò, Mestica, Fill-Astolfone, Vagliasindi, Vischi, De Nava, Majorana Giuseppe e Majorana Angelo;

l'onorevole Cambray-Digny per il disegno di legge « *Sui monumenti ed oggetti d'arte* (264): la Commissione rimane così composta degli onorevoli Morelli-Gualtierotti, Schiratti, Mestica, Tozzi, Torrigiani, Galimberti, Cambray-Digny e Nocito.

Alle ore 15: la Commissione per l'esame del disegno di legge « Autorizzazione di spesa per lo studio di un progetto tecnico d'un acquedotto per le Puglie » (275), e la Commissione per l'esame del disegno di legge « Pensione alla famiglia di Mauro Gherghi, delegato di P. S., morto in servizio »; (256).

Alle ore 10.30: la Commissione per l'esame del disegno di legge « Varianti alle servitù militari »; (193).

Alle ore 16: la Commissione per l'esame del disegno di legge « Sull'accertamento dello stato civile degli scomparsi in guerra » (208).

Per domani, 20 aprile, sono convocate le seguenti Commissioni:

Alle ore 13.30: la Giunta generale del bilancio.

Alle ore 14 la Commissione per l'esame del disegno di legge « Modificazioni alla legge sull'ordinamento delle Casse di risparmio del 14 luglio 1888, n. 5546 (serie 3ª), (270).

Per domani alle ore 15 è pure convocata la Sotto-giunta bilanci, grazia e giustizia e istruzione pubblica.

Per domani alle ore 15 è pure convocata la Commissione per l'esame del disegno di legge d'iniziativa del Senato del Regno « Istituzione delle Camere d'agricoltura ».

La Commissione per l'esame del disegno di legge « Cessione definitiva di alcune aree marittime al municipio di Palermo

(260) » si è oggi costuita, ed ha nominato presidente l'onore- [illegible] e relatore l'onorevole Orlando.

A relatore del disegno di legge « Partecipazione dell'Italia all'Esposizione universale internazionale di Parigi del 1900 (254) » fu nominato l'onorevole Rizzetti.

A relatore del disegno di legge « Riforma del procedimento sommario (207) » è stato eletto l'onorevole Pozzi Domenico.

La Commissione per l'esame del disegno di legge « Sui monumenti ed oggetti d'arte (264) » si è oggi costituita, nominando presidente l'onorevole Galimberti e segretario l'onorevole Borsarelli.

Per domani alle nove è pure convocata la Commissione per lo esame del disegno di legge « Disposizioni intorno alle nomine ed al licenziamento de' maestri elementari. » (245).

DIARIO ESTERO

Scrivono da Madrid al *Journal des Débats*:

Secondo informazioni attinte a buona fonte, sembra che il Gabinetto di Washington abbia fatto al Gabinetto spagnuolo la strana proposta di sottoporre tutte le questioni che si riferiscono al conflitto cubano, alla mediazione unica del Presidente Mac-Kinley che diverrebbe così giudice e parte nella controversia. Per il caso che non si accettasse questa mediazione si sarebbe offerta quella dell'Inghilterra.

Il Governo spagnuolo, il quale ha sempre affermato che il diritto di sovranità della Spagna e l'intervento di una Potenza estera negli affari della sua colonia non potrebbero formare l'oggetto di una mediazione o di un arbitrato, avrebbe naturalmente rifiutato.

E, di fatti, una siffatta proposta non poteva essere presentata che nell'ignoranza completa delle disposizioni degli animi nella penisola ove avrebbe offeso il sentimento nazionale in modo pericoloso. Del resto, questa mediazione non offriva alla Spagna nessuna garanzia di imparzialità e non poteva essere considerata come seria.

* * *

All'*Indépendance belge* si scrive dalla stessa città essere bensì vero che il ministro spagnuolo a Washington ha ricevuto telegraficamente le istruzioni che l'autorizzano a ritirarsi non appena il Presidente Mac-Kinley avrà sanzionato le risoluzioni del Congresso, ma parere poco probabile che il Governo spagnuolo prenda un'iniziativa.

Esso attenderà, dice il corrispondente, la comunicazione ufficiale, in via diplomatica, delle decisioni del Presidente e, avuta questa comunicazione, esaminerà la risposta da darsi. E cosa strana, paiono convinti ancora a Madrid che, all'ultimo momento, il sig. Mac-Kinley indietreggerà dinanzi ad un *ultimatum* che non lasci alla Spagna altra via d'uscita che la rottura. Si crede che esso si limiterà a suggerire un allargamento dell'autonomia equivalente, a un di presso, all'indipendenza dell'isola senza toccare il principio della sovranità spagnuola e che farà altresì delle proposte per la sistemazione del debito in modo da produrre delle condizioni economiche più favorevoli, ciò che contribuirebbe certamente alla pacificazione dell'isola.

Solo nel caso in cui gl' insorti e gli autonomisti facessero ab[illegible] questa [illegible] il sig. Mac-Kinley procederebbe alle soluzioni radicali, esigerebbe, cioè, l'indipendenza della isola e il richiamo delle truppe spagnuole d'occupazione. Questa ultima esigenza provocherebbe fatalmente la guerra poichè la Spagna non potrebbe mai consentire all'abbandono della sua sovranità.

* * *

Il *Times* annunzia che un Segretario del Sultano è partito per Pietroburgo incaricato di una missione speciale concernente la questione del Governatore di Creta e la sistemazione dell'arretrato dell'indennità. Il Segretario è latore di ricchi doni per lo Czar e la Czarina.

* * *

L'ufficioso *Novoje Wremja* di Pietroburgo, parlando dell'ultima udienza che l'ambasciatore russo a Costantinopoli, signor Sinovief, ha avuto dal Sultano, dice che l'ambasciatore usò, questa volta, a nome del Governo imperiale, un linguaggio risoluto e preciso riguardo lo scioglimento della questione cretese, ed osservò che la Russia non era punto disposta a tollerare ulteriori dilazioni nè a prestarsi ad altri esperimenti di candidature da parte della Turchia. Disse che tutte le grandi Potenze avevano approvata la nomina del Principe Giorgio a governatore di Creta, alla quale nomina il Sultano pure doveva adattarsi.

« Ogni temporeggiamento – osserva il *Novoje Wremia* – nella soluzione della questione cretese, da parte della Turchia, ridonda a suo svantaggio, e la Porta si inganna nei suoi calcoli se crede di poter fare assegnamento su qualche Potenza. L'accordo fra le stesse, nella questione cretese, è perfetto. »

Il *Novosti* scrive: « Il Sultano non può adattarsi all'idea che il Principe Giorgio di Grecia possa diventare Governatore della travagliata isola, e ogni giorno escogita qualche nuovo espediente per ritardare questa nomina. Davvero che il giuoco diventa stucchevole e deplorevolissimo, qualora si rifletta alle orribili condizioni in cui versa la popolazione di Creta. »

NOTIZIE VARIE

ITALIA

S. A. R. la Duchessa di Genova madre è partita oggi col treno delle ore 14,40 per Torino.

L'Augusta Signora è stata accompagnata alla stazione dalle LL. MM. il Re e la Regina e venne ricevuta e salutata dalle LL. EE. i Presidenti delle due Camere e del Consiglio dei Ministri, i Ministri e Sotto Segretari di Stato e dalle principali autorità civili e militari.

In onore di Silvio Spaventa. — Domani a ore 16, alla presenza delle Loro Maestà il Re e la Regina, delle autorità e rappresentanze, verrà inaugurato in via della Cernaia il monumento a Silvio Spaventa.

Il monumento sorge nell'area alberata demaniale, fra il chiostro di Michelangelo e la parte posteriore del palazzo delle fi-

nanze e precisamente nel largo di fronte all'ingresso del giardinetto di sinistra del Ministero.

Il monumento, alto circa 9 metri, è pregevole opera dello scultore romano Giulio Tadolini.

La base è in granito di Baveno e la statua in bronzo venne fusa a Roma, nello stabilimento Nelli.

Alla cerimonia inaugurale parlerà pel Comitato l'on. Bruno Chimirri, pel Governo S. E. il ministro Branca e pel municipio il sindaco Ruspoli.

Saranno rappresentate le città di Napoli, Bari, Bergamo (già Collegio elettorale di Spaventa), Chieti, Aquila, Teramo e Bomba patria dell'uomo illustre, nonchè molte accademie e sodalizi politici e scientifici.

Per le Loro Maestà e per le principali autorità è stata costruita una tribuna; gli invitati entreranno nel recinto speciale presentando i biglietti diramati dal Comitato in numero limitato alla capacità del luogo.

Il Natale di Roma. — Domani, per la ricorrenza della fondazione di Roma, gli uffici saranno imbandierati e nella sera illuminati.

I corpi armati municipali vestiranno la divisa di gala e suonerà la campana del Campidoglio.

Esposizione internazionale. — La presidenza della Camera di commercio ed arti di Roma, c'invia il seguente comunicato:

« Nel giugno prossimo, sotto l'alto patronato dei Ministri francesi del Commercio e dell'Industria, della Marina e delle Colonie, nonchè del Comune e della Camera di commercio di Rochefort-sur-Mer, si aprirà in questa città l'Esposizione internazionale e coloniale di tutti i prodotti riguardanti il commercio, la industria, la marina e le belle arti.

« Coloro che desiderano prendere cognizione del relativo programma possono recarsi negli uffici della locale Camera di commercio in piazza di Pietra ».

Cambi doganali. — Il prezzo del cambio pei certificati di pagamento di dazi doganali è stato fissato per oggi, 20 aprile, a lire 107,40.

Le feste di Firenze. — Alle ore 14 di ieri a Firenze, percorrendo le principali vie della città, un imponente corteggio, composto delle Associazioni militari, dei Veterani, dei Reduci e dei superstiti delle patrie battaglie, dei Garibaldini, delle Società di Mutuo soccorso fra i marinai e delle Scuole primarie e secondarie, con bandiere e musica, si recò al tempio di Santa Croce, dove, alle ore 15, alla presenza delle autorità civili e militari, dei Consoli esteri, della Rappresentanza della Marina italiana e dell'Esercito, e degli on. senatori e deputati, fu inaugurata la lapide in onore di Paolo Toscanelli, di Amerigo Vespucci e degli altri navigatori fiorentini.

Parlarono il generale Pozzolini, in nome del Comitato per le onoranze a Toscanelli ed a Vespucci, ed il Sindaco.

Poscia ebbe luogo la consegna della lapide, sulla quale furono deposte varie corone.

Molto concorso di notabilità e di signore invitate.

Iersera vi fu serata di gala al teatro della Pergola in onore dei Congressisti.

Congresso geografico. — Ieri a Firenze, con un solenne ricevimento a Palazzo Vecchio, si chiuse il Congresso geografico e furono inaugurate le feste per le onoranze a Paolo Toscanelli e Amerigo Vespucci, coll'intervento delle autorità civili e militari, dei Consoli esteri, dei rappresentanti del Senato e della Camera e della Marina italiana.

Parlarono, applauditi, il Sindaco, il Prefetto, a nome del Governo, e quindi il prof. Marinelli presidente del Congresso geografico.

Il futuro Congresso geografico si terrà a Milano.

Marina militare. — La R. Nave *Giovanni Bausan* parti ieri l'altro da San Juan de Portorio per l'Avana.

Marina mercantile. — Ieri i piroscafi *Sirio* e *Washington*, della N. G. I., proseguirono il primo da Santos per Plata, ed il secondo da San Vincenzo per Genova; il piroscafo *Colombo*, della S. I. B., partì da Rio Janeiro per Genova.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

MADRID, 19. — Le conclusioni della Relazione della Commissione spagnuola sulla catastrofe dell'incrociatore *Maine* nelle acque dell'Avana, dicono che l'esplosione si è prodotta nella stiva.

I testimoni presenti all'esplosione dichiararono che essa provenne da causa esterna.

L'estra-territorialità del *Maine* impedisce assolutamente di conoscere l'origine della catastrofe. Tuttavia ricerche ulteriori sui resti della nave giustificheranno l'esattezza delle conclusioni della Relazione.

LONDRA, 19. — Lo *Standard* ha da Vienna: La Spagna prepara un'alleanza colle Repubbliche Sud-Americane. È infondata la voce dell'intervento delle Potenze nella questione cubana.

WASHINGTON, 19. — La risoluzione del Congresso sarà trasmessa, oggi, al Presidente della Confederazione, Mac Kinley.

BERNA, 19. — Il Consiglio degli Stati ha approvato il progetto di legge, già votato dal Consiglio nazionale e che concede la garanzia della Confederazione a favore del prestito di sessanta milioni di franchi per il traforo del Sempione.

MADRID, 19. — Corrono attive trattative tra i delegati del Ministero cubano ed i capi degli insorti, dirette ad ottenere la sottomissione degli insorti stessi.

MARSIGLIA, 19. — Certo Giuseppe Stefoni, imputato di un furto di gioielli commesso in Ascoli Piceno, nello scorso gennaio, a danno del gioielliere Venturini, è stato arrestato mentre sbarcava a Marsiglia.

L'arresto è dovuto alle informazioni fornite dalla dogana, la quale fu colpita dalla bellezza dei gioielli, dei quali lo Stefoni era in possesso.

L'arrestato sarà consegnato al Governo italiano.

WASHINGTON, 19. — Si assicura che il Presidente della Confederazione, Mac Kinley, firmerà oggi le identiche deliberazioni prese dalle due Camere e che farà sollecitamente informare la Spagna di questo atto.

Il Gabinetto si è adunato oggi ed ha discusso sulla dilazione da accordarsi alla Spagna perchè essa si conformi all'*ultimatum* del Governo degli Stati Uniti.

Questa dilazione sarà probabilmente di 24 o di 48 ore.

Il movimento in avanti della flotta degli Stati Uniti è atteso prima della fine della settimana.

WASHINGTON, 19. — Si sta preparando un progetto di legge per mettere duecentomila uomini a disposizione del Presidente della Confederazione.

WASHINGTON, 19. — Il Vice-Presidente della Confederazione e Presidente del Senato, Hobart, e lo *speaker* della Camera dei Rappresentanti, Reed, hanno firmato nell'odierna seduta del Congresso, le deliberazioni prese, stanotte, dalle due Camere.

ATENE, 20. — Essendo stato ufficialmente annunziato al Governo ellenico che i delegati della Commissione internazionale sulle finanze elleniche si riuniranno a Parigi, il 13 maggio prossimo, il termine di un mese per lo sgombro della Tessaglia, stabilito dall'art. 7 del trattato di pace tra la Grecia e la Turchia decorrerà da quel giorno.

I delegati greci della Commissione internazionale che dovrà sorvegliare lo sgombro dei Turchi dalla Tessaglia, partiranno subito per Volo.

Lo sgombro sarà fatto per zone.

HONG-KONG, 20. — La squadra degli Stati Uniti ha dipinto le sue navi in grigio o si prepara ad un'azione navale.

WASHINGTON, 20. — L'azione degli Stati Uniti contro l'isola di Cuba seguirà immediatamente al rifiuto dell'*ultimatum* da parte della Spagna.

La mobilizzazione delle truppe federali verso il sud è cominciata ieri.

WASHINGTON, 20. — Il Presidente della Confederazione Mac Kinley, firmerà stamane le deliberazioni prese ieri dalle due Camere e l'*ultimatum* alla Spagna.

Il Ministro della Guerra, Alger, decise di chiamare sotto le armi, dapprima 80,000 uomini della milizia.

MADRID, 20. — Le maggioranze del Senato e della Camera si sono ieri riunite nell'aula del Senato.

Il Presidente del Consiglio, Sagasta, dichiarò che occorrono ora atti e non parole. Il Governo fece tutto quanto l'onore gli permetteva per evitare la guerra. Dinanzi le istanze del Papa e delle grandi Potenze, il Governo fece le ultime concessioni. Ora che gli Stati Uniti minacciano il territorio ed oltraggiano l'onor nazionale occorre l'unione di tutti gli Spagnuoli e l'immediata costituzione delle Camere. La Spagna non tollererà che le venga tolta neanche una piccola parte del suo territorio.

NEW-YORK, 20. — Il *New York Herald* ha da Washington: Il Presidente della Confederazione, Mac Kinley, convinto di aver fatto quanto poteva per impedire la guerra, firmerà stamane alle ore 10 le risoluzioni prese dal Congresso e l'*ultimatum* alla Spagna.

L'*ultimatum* chiederà alla Spagna lo sgombro da Cuba e le accorderà tempo per rispondere fino alle ore sei antimeridiane (ora di Madrid) di sabato.

MADRID, 20. — Il Principe di Monaco, quale ufficiale della marina spagnuola, ha inviato alla Regina-Reggente una lettera in cui esprime il suo rammarico di essere impedito da doveri particolari dal venire a compiere in Spagna il suo dovere di marinaio.

Soggiunge che invia diecimila franchi per la sottoscrizione nazionale in favore della marina spagnuola.

Il Ministro degli Stati Uniti, Woodford, ha cominciato ieri i preparativi di partenza.

LUCERNA, 20. — È qui giunto Don Carlos ed è disceso all'*Hotel Schweizerhof*.

OSSERVAZIONI METEREOLOGICHE

fatte nel R. Osservatorio del Collegio Romano

Il dì 19 aprile 1898

Il barometro è ridotto allo zero. L'altezza della stazione è di metri 50,60.

Barometro a mezzodì. 760.17

Umidità relativa a mezzodì. 62

Vento a mezzodì . . . . SSW debole.

Cielo. . . . . quasi coperto.

Termometro centigrado. . . . . . { Massimo 20.°0. / Minimo 10.°5.

Pioggia in 24 ore: — —

19 aprile 1898:

In Europa pressione ancora elevata sulla Russia a 777, bassa al centro, 7.52 Danzica.

In Italia nelle 24 ore: barometro ovunque aumentato specialmente Italia superiore fino a 10 mm.; temperatura irregolarmente variata; pioggie al Nord e Centro.

Stamane: cielo coperto o nuvoloso estremo Nord, sereno o vario altrove.

Barometro: 762 Domodossola, Belluno, Genova; 763 Pesaro, Livorno, Cagliari; 765 Lecce, Napoli, Messina; 766 Catanzaro.

Probabilità: venti freschi specialmente intorno a levante; cielo nuvoloso, qualche pioggia.

BOLLETTINO METEORICO

DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA E GEODINAMICA

Roma, 19 aprile 1898.

STAZIONI	STATO DEL CIELO ore 7	STATO DEL MARE ore 7	Temperatura nelle 24 ore preceden. Massima	Minima
Porto Maurizio	coperto	legg. mosso	17 2	9 5
Genova	coperto	mosso	16 3	10 4
Massa Carrara	coperto	mosso	18 2	8 6
Cuneo	$^{1}/_{4}$ coperto	—	16 4	4 2
Torino	nebbioso	—	14 8	8 5
Alessandria	piovoso	—	14 5	6 8
Novara	piovoso	—	16 5	7 5
Domodossola	coperto	—	13 6	—
Pavia	coperto	—	16 2	6 3
Milano	coperto	—	17 5	8 7
Sondrio	coperto	—	14 6	9 0
Bergamo	piovoso	—	14 0	8 0
Brescia	coperto	—	16 0	10 0
Cremona	$^{3}/_{4}$ coperto	—	16 9	10 0
Mantova	coperto	—	13 2	9 0
Verona	coperto	—	16 0	9 6
Belluno	$^{1}/_{2}$ coperto	—	12 2	4 7
Udine	$^{3}/_{4}$ coperto	—	14 2	8 4
Treviso	nebbioso	—	15 4	9 9
Venezia	$^{3}/_{4}$ coperto	calmo	15 6	9 7
Padova	$^{1}/_{2}$ coperto	—	15 9	8 9
Rovigo	$^{3}/_{4}$ coperto	—	15 2	8 4
Piacenza	coperto	—	15 4	9 6
Parma	$^{3}/_{4}$ coperto	—	15 4	10 1
Reggio Emilia	coperto	—	14 9	10 2
Modena	$^{3}/_{4}$ coperto	—	14 3	8 9
Ferrara	$^{1}/_{2}$ coperto	—	17 4	9 9
Bologna	$^{3}/_{4}$ coperto	—	14 6	8 8
Ravenna	sereno	—	—	6 2
Forlì	sereno	—	17 2	11 2
Pesaro	$^{1}/_{4}$ coperto	legg. mosso	17 1	9 9
Ancona	$^{1}/_{4}$ coperto	calmo	17 6	11 2
Urbino	$^{3}/_{4}$ coperto	—	13 8	8 1
Macerata	sereno	—	16 9	11 2
Ascoli Piceno	sereno	—	19 0	11 5
Perugia	$^{1}/_{2}$ coperto	—	13 2	8 4
Camerino	$^{1}/_{4}$ coperto	—	13 6	8 5
Lucca	coperto	—	15 4	10 8
Pisa	$^{1}/_{4}$ coperto	—	15 0	9 2
Livorno	$^{1}/_{4}$ coperto	mosso	16 6	10 5
Firenze	$^{1}/_{4}$ coperto	—	16 0	10 4
Arezzo	$^{1}/_{2}$ coperto	—	13 3	8 8
Siena	$^{1}/_{4}$ coperto	—	11 7	6 7
Grosseto	$^{1}/_{4}$ coperto	—	17 9	7 2
Roma	$^{1}/_{2}$ velato	—	17 4	10 5
Teramo	$^{1}/_{2}$ coperto	—	17 4	12 2
Chieti	sereno	—	18 0	7 8
Aquila	sereno	—	14 1	—
Agnone	sereno	—	12 8	7 5
Foggia	sereno	—	21 9	12 0
Bari	sereno	calmo	22 2	10 4
Lecce	sereno	—	18 8	10 2
Caserta	$^{1}/_{4}$ coperto	—	18 5	10 9
Napoli	$^{1}/_{4}$ coperto	calmo	16 9	12 4
Benevento	coperto	—	17 3	9 7
Avellino	$^{1}/_{2}$ coperto	—	17 4	9 4
Salerno	$^{1}/_{4}$ coperto	—	13 8	5 7
Potenza	$^{1}/_{4}$ coperto	—	14 8	2 0
Cosenza	—	—	—	—
Tiriolo	$^{1}/_{2}$ coperto	—	—	2 0
Reggio Calabria	coperto	calmo	18 3	13 0
Trapani	$^{3}/_{4}$ coperto	calmo	20 6	11 4
Palermo	nebbioso	calmo	21 9	5 6
Porto Empedocle	$^{1}/_{3}$ coperto	agitato	20 0	15 0
Caltanissetta	sereno	—	17 0	8 0
Messina	$^{1}/_{4}$ coperto	calmo	19 1	13 8
Catania	$^{1}/_{2}$ coperto	legg. mosso	19 6	12 0
Siracusa	$^{3}/_{4}$ coperto	mosso	19 2	11 0
Cagliari	$^{1}/_{4}$ coperto	calmo	20 0	8 5
Sassari	coperto	—	15 2	7 2

Direttore: Avv. GIOVANNI PIACENTINI. Tipografia delle Mantellate *Gerente responsabile:* TUMINO RAFFAELE.